

Pérou : ces activités minières qui entraînent des dérèglements climatiques locaux

16 février 2012 | [Ajouter un commentaire](#)



Une **véritable ruée minière**, que ce soit pour l'or, l'argent, le cuivre ou des métaux plus rares, est à l'œuvre à l'échelle mondiale pour satisfaire l'avidité des marchés mondiaux. A chaque nouveau projet, à chaque fois que des terres sont confisquées pour une nouvelle mine, les droits des populations sont souvent bafoués, les territoires ravagés, les rivières asséchées et les sols pollués, les populations déplacées. Raison pour laquelle Alter-Echos (www.alter-echos.org) a décidé de publier l'intégralité de l'interview réalisée avec Julia Cuadros Falla de l'organisation **CooperAcción** lors de la rencontre **Mines, Changement climatique et Buen-Vivir** qui s'était tenue en novembre 2010 à Lima (Pérou). (voir **notre reportage** à cette occasion).

Alter-Echos : Quelle est la réalité des conflits liés aux industries extractives au Pérou ?

Julia Cuadros Falla : Notre pays vit une période de haute conflictualité sociale. Les conflits sociaux sont à la hausse sur les deux dernières années. Notamment parce qu'il n'y a aucune volonté politique pour résoudre les problèmes de fonds. Entre 50 et 60 % de tous les conflits sociaux relèvent de la défense de l'environnement. Ce sont des conflits socio-environnementaux. Et environ 80 % de ces conflits socio-environnementaux sont issus de conflits avec des industries extractives,

principalement minières, et le reste est lié à l'extraction d'hydrocarbures.

A quoi sont dus ces conflits avec les industries extractives ?

Ces conflits ont des raisons très précises et ils ne sont pas dus, comme il est dit, à l'intervention d'institutions ou d'organisations comme la nôtre qu'on accuse de généraliser ces conflits. En premier lieu, il faut regarder du côté de l'extension territoriale des concessions minières qui occupent aujourd'hui 16 % du territoire. En juin 2010, cela représentait 19,6 millions d'hectares. Cela ne signifie pas qu'il y ait de l'activité minière sur l'ensemble de ce territoire, mais qu'il est possible qu'il y en ait un jour. La plupart des terres concernées appartiennent aux communautés paysannes ou indigènes. Au minimum 50 % de leurs terres sont sous concession minière.

Que font les entreprises minières qui disposent de ces concessions ?

Ces entreprises arrivent sur les territoires avec un pouvoir économique et politique très important en disant « nous avons une concession, par conséquent, nous avons le soutien de l'État et vous ne pouvez qu'acquiescer ». Cela implique forcément une tension avec les communautés qui cultivent ou vivent sur ces mêmes terres. L'expansion des concessions minières porte atteinte aux droits d'accès à la terre ou à l'eau, ressources essentielles, viole le droit à l'autodétermination des populations et plus généralement bafoue tous leurs droits. Les entreprises se comportent bien souvent de manière arrogante, comme si elles étaient toutes-puissantes, en utilisant un double discours : celui de la responsabilité sociale pour l'étranger, mais des pratiques très souvent discriminatoires et racistes localement.

Vous affirmez que « mines et dérèglements climatiques forment un cocktail explosif », pourquoi ?

Le Pérou est le troisième pays le plus vulnérable de la planète en termes de conséquences des dérèglements climatiques. Je dis que les activités minières et les dérèglements climatiques forment un cocktail explosif parce que cela va nous rendre encore plus vulnérables que nous ne le sommes déjà. Nous avons réalisé une étude avec l'Université Nationale d'Ingénierie. L'activité minière n'a que peu d'effets sur le réchauffement climatique global. De plus, le Pérou y contribue peu à l'échelle de la planète. Pourtant, en raison des activités minières, nous vivons dans notre pays des dérèglements climatiques locaux qui touchent très fortement la population, notamment paysanne, quand on ne sait plus quand il va pleuvoir ou non, quand il faut semer ou récolter, quand il tombe la grêle alors qu'elle ne devrait pas tomber. A Cuzco, il pleut maintenant toute l'année alors que ce ne devrait pas être ainsi. La saison des pluies a toujours été très marquée. Aujourd'hui, il y a des pluies démentielles pendant la saison des pluies mais il peut également pleuvoir pendant la saison sèche.

Pourriez-vous préciser quels sont les mécanismes de ces dérèglements climatiques locaux ?

Il y a les dérèglements climatiques globaux qui ont des répercussions locales. Mais il y a aussi, en zone minière, des dérèglements climatiques locaux. L'activité minière, notamment lorsqu'elle opère à ciel ouvert, a plusieurs types de répercussions. Le premier phénomène est lié au fait que ces activités prennent généralement place aux sommets des montagnes, des collines. Lorsque le sommet est rasé pour laisser place à la mine, les vents modifient les systèmes nuageux locaux pour les envoyer sur d'autres zones. Là où il pouvait y avoir un équilibre entre les différents régimes de pluies et de vents, cela change considérablement, produisant des sécheresses dans une zone et des inondations dans une autre. Ce n'est pas tout. Déplacer des millions de tonnes de roche et de terre du sommet pour les entreposer plus bas, en plus de relâcher du carbone dans l'atmosphère, peut conduire à produire une montagne artificielle, ou tout du moins, à modifier considérablement une autre zone. Le climat local peut également changer dans cette zone, s'assécher par exemple, ou bien contribuer également à la modification des vents.

Vous n'évoquez pas les enjeux sur l'eau ?

Si, car à tout cela, il faut rajouter le fait que l'activité minière requiert d'immenses quantités d'eau. Raisons pour laquelle on construit d'immenses réservoirs et barrages. Non seulement ces barrages vont affecter les bassins versants inférieurs ou supérieurs qui étaient alimentés par de l'eau captée par les barrages, mais ils transforment les cours d'eau. Là où le fleuve s'écoule naturellement, il connaît une flore, une faune et un climat plus ou moins continu. A partir du moment où l'on construit un barrage, cela implique une zone sèche et une zone humide, inondée, et à mesure que la mine va puiser dans les réserves d'eau, il y en aura moins pour les autres usages. En plus de devoir être bien souvent déplacées, les communautés locales vont être affectées par ces changements locaux et les pollutions de l'eau. A ces préjudices locaux se rajoutent les effets globaux avec la fonte de nos glaciers qui raréfient l'eau potable et modifient la régulation de l'eau. Pour le paysan dans sa ferme, vivre avec les conséquences locales des activités minières et du changement climatique, c'est son quotidien. Dès aujourd'hui.

Quelles mesures préconisez-vous ?

Des mesures doivent être prises. En premier lieu, il faut définir les régions du Pérou où il peut y avoir des activités minières de celles où il ne peut y en avoir. Aujourd'hui, il y a bien un registre qui répertorie les zones où il ne peut y avoir de telles activités, mais il n'est pas actualisé. Il faut qu'il le soit parce qu'il n'est pas possible de continuer à délivrer des concessions ainsi. La législation péruvienne prévoit trois cas empêchant la délivrance d'une concession : qu'un permis soit déjà octroyé ; que la zone soit en aire naturelle protégée ; ou qu'elle soit répertoriée dans le registre. Ce n'est pas suffisant si ce registre n'est pas mis à jour. La politique de concession minière doit être revue. Il doit y avoir une réelle politique territoriale, avec des outils efficaces et des dispositifs qui soient réellement respectés et suivis d'effet. Les évaluations environnementales stratégiques sont des éléments clés à cet égard. A

condition qu'elles soient établies avant de prendre la décision de délivrer le permis ou pas. Pas après.